

CENTRE DES **MONUMENTS NATIONAUX**

Numéro de marché : 25-190-132

CHATEAU D'AZAY-LE-RIDEAU

Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de réaménagement des rez-de-chaussée du commun Est et
du commun XIX^{ème}

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. contexte de l'opération	4
1.2. Objet du marché	4
1.3. Tranches et lots	4
1.3.1 Décomposition en tranches.....	4
1.3.2 Décomposition en lots	6
1.4. Définition des intervenants.....	6
1.4.1 Maîtrise d'ouvrage.....	6
1.4.2 Maîtrise d'œuvre	7
1.4.3 Contrôle Technique	7
1.4.4 Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).....	7
1.4.5 Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC).....	7
1.4.6 Sous-traitance	7
1.5. Conditions d'exécution de la mission	8
1.5.1 Obligations générales du titulaire.....	8
1.5.2 Moyens matériels	8
1.5.3 Obligations du titulaire relatives aux moyens mis en place	8
1.5.4 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants	9
1.6. Prestations similaires.....	9
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3 – PRIX 9	
3.1. Conditions générales de l'offre de prix	9
3.2. Coût d'objectif.....	10
3.3. Modalités de fixation du forfait de rémunération	10
3.3.1 Forfait de rémunération.....	10
3.3.2 Forfait définitif de rémunération et respect du coût d'objectif à l'issue des études d'avant-projet (AVP).....	11
3.3.3 Respect du coût prévisionnel des travaux à l'issue de la consultation des entreprises	11
3.3.4 Engagement du titulaire à respecter le coût des prestations	12
3.3.5 Modification en cours d'exécution du marché	12
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ - DELAIS D'EXECUTION	13
4.1. Délais d'établissement des dossiers d'études et rapport d'analyse.....	13
4.2. Phase Suivi de réalisation	14
4.3. Phase AOR - Constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE)	14
4.4. Production du dossier de demande d'autorisation pour la vidéoprotection	14
4.5. Prolongation du délai d'exécution	14
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DU CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX.....	15
ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE RECEPTION DES DOCUMENTS.....	15
ARTICLE 8 – PENALITES.....	15
8.1. Pénalités pour retard.....	15
8.2. Pénalités pour absence aux réunions	16
8.3. Pénalités pour mauvaise exécution de la phase ACT	16
8.4. Pénalités pour retard lors de la vérification des décomptes mensuels	16
8.5. Pénalités pour retard dans l'établissement du projet de décompte général	16
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT.....	17
9.1. Conditions de règlement – Acomptes	17
9.2. Montant de l'acompte	17
9.3. Solde	17

9.3.1	Demande de paiement finale	17
9.3.2	Décompte général rendu définitif	17
9.3.3	Contestation sur le montant des sommes dues	18
9.4.	Principes généraux de paiement	18
9.5.	Avance versée au titulaire	19
9.6.	Clauses de financement et de sûreté	19
9.6.1	Créance présentée en nantissement ou en cession.....	19
9.6.2	Retenue de garantie.....	19
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL		20
10.1.	Obligations générales	20
10.2.	Obligations de confidentialité	20
10.3.	Protection des données à caractère personnel	20
ARTICLE 11 – ACHEVEMENT DE LA MISSION		21
ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE		22
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE		22
ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....		22
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....		25
15.1.	Assurances requises.....	25
15.2.	Dispositions pratiques	26
ARTICLE 16 – LITIGES.....		27
ARTICLE 17 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE		28
ARTICLE 18 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE – LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS		28
18.1.	Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »	28
18.2.	Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN	28
18.3.	Collaboration du titulaire en cas de signalement	29
ARTICLE 19 – DEMARCHES ENVIRONNEMENTALES.....		30
ARTICLE 20 – LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS APORTEES AU CCAG		31

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. CONTEXTE DE L'OPERATION

Le Centre des monuments nationaux, établissement public du ministère de la Culture gère plus de cent monuments nationaux, parmi les plus prestigieux dont le château d'Azay-le-Rideau.

Erigé au cœur de la Touraine, sur les fondations d'une forteresse médiévale, le château d'Azay-le-Rideau, est l'œuvre d'un riche financier de François 1er, Gilles Berthelot. Au centre d'un parc romantique, ses deux ailes ont été élevées dans les premières années du XVIème siècle mais c'est au XIXème siècle que le château a pris sa silhouette définitive.

Considéré comme l'un des modèles de l'architecture de la Renaissance française, le château posé sur les eaux de l'Indre a conservé tout le raffinement et la grâce issus d'un mélange de traditions françaises et de détails innovants venus d'Italie.

Les communs Est et Ouest construits en 1675 et le commun XIXème construit par les derniers propriétaires du château abritent aujourd'hui notamment les espaces d'accueil du public comprenant la billetterie boutique, les sanitaires du public, une salle pédagogique, des espaces de stockages, les bureaux de l'administration.

En 1905, l'Etat devient propriétaire du château d'Azay-le-Rideau et fait l'objet d'un classement au titre des monuments historiques depuis le 18 avril 1914.

De janvier 2015 à juin 2017, le monument a bénéficié d'un important programme de restauration des façades et des couvertures du château.

Dans cette démarche, le Centre des monuments nationaux souhaite réaménager les communs qui abritent les espaces d'accueil du public et plus précisément les rez-de chaussée du commun Est et du commun XIXème.

Une phase de programmation a abouti à une proposition de répartition organisationnelle optimisée des usages ou des fonctions pour chacun des espaces concernés en répondant à l'ensemble des besoins exprimés par les utilisateurs du monument tout en prenant en considération les contraintes patrimoniales inhérentes à un monument historique classé et celles d'un ERP dans un environnement périodiquement inondable.

1.2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de réaménagement des rez-de-chaussée du commun Est et du commun XIXème du château de Azay-Le-Rideau.

1.3. TRANCHES ET LOTS

1.3.1 Décomposition en tranches

Les travaux s'opéreront en 2 phases :

1. Une première phase dans la partie centrale du Commun Est qui permettra de répondre aux problématiques les plus urgentes : les sanitaires du public, les casiers, la réserve boutique à mettre en lien direct avec la boutique, les problématiques techniques ainsi que les espaces extérieurs.

2. Une seconde phase dans la partie Ouest du Commun Est qui permettra d'améliorer l'accueil du public et les conditions de travail des personnels d'accueil avec une réflexion sur le parcours du public à l'arrivée (avec les bornes d'accueil-information, billetterie, audioguides, contrôle) et au départ (avec le retour des audioguides et la boutique) ainsi que les aménagements en termes d'accessibilité PMR.

Ce phasage conduit la maîtrise d'ouvrage à découper le présent marché de maîtrise, en tranches :

1) La tranche ferme comprend les éléments de mission suivants :

- Les études d'avant-projet (APS-APD) pour les phases n° 1 et n° 2 des travaux ;
- Les études de projet (PRO) pour les phases n° 1 et n° 2 des travaux ;
- L'assistance apportée pour la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) pour les phases n° 1 et n° 2 des travaux ;
- L'assistance apportée pour la passation des marchés de travaux (ACT) pour les phases n° 1 et n° 2 des travaux ;
- Le suivi de la réalisation des travaux comprenant l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le(s) entrepreneur(s) et leur visa (Visa) pour la phase n° 1 des travaux ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) pour la phase n° 1 des travaux ;
- L'assistance apportée lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) pour la phase n° 1 des travaux.
- La mission complémentaire de coordination SSI :
 - Phase de conception pour les phases n° 1 et n° 2 des travaux ;
 - Phase de réalisation pour la phase n° 1 des travaux uniquement.

2) La tranche optionnelle comprend les éléments de mission suivants :

- Le suivi de la réalisation des travaux comprenant l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le(s) entrepreneur(s) et leur visa (Visa) pour la phase n° 2 des travaux ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) pour la phase n° 2 des travaux ;
- L'assistance apportée lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) pour la phase n° 2 des travaux.
- La mission complémentaire de coordination SSI en phase de réalisation pour la phase n° 2 des travaux uniquement.

Dans le cas où la réalisation d'un projet global s'effectue sous la forme de tranches de travaux, les honoraires correspondant aux éléments de mission restant à effectuer sont calculés sur la base de chaque tranche programmée par l'autorité compétente.

La mission peut être schématisée de la manière suivante :

Mission de base :

1 ^{ère} phase : sanitaires et espaces extérieurs	2 ^{ème} phase : billetterie- boutique et accessibilité
AVP	
PRO	
ACT	
VISA	VISA
DET	DET
AOR	AOR

Mission complémentaire de coordination SSI :

1 ^{ère} phase : sanitaires et espaces extérieurs	2 ^{ème} phase : billetterie- boutique et accessibilité
Conception	Conception
Réalisation	Réalisation

Légende :

MOE - Tranche ferme	MOE - Tranche optionnelle 1
------------------------	--------------------------------

1.3.2 Affermissement de la tranche optionnelle

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle en application des articles R.2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique.

L'affermissement de la tranche optionnelle fera l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur qui sera notifiée au titulaire du marché.

La tranche optionnelle pourra être affermie dans un délai maximal de dix-huit (18) mois à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire ne pourra élever aucune contestation quant à la décision d'affermir ou non la tranche optionnelle.

Aucune indemnité de dédit et/ou d'attente ne sera versée au titulaire le cas échéant.

1.3.3 Décomposition en lots

Dans la mesure où, conformément à l'article R. 2431-5 du Code de la commande publique, les éléments constitutifs de la mission de base de maîtrise d'œuvre forment un tout cohérent et indissociable le présent marché n'est pas alloti.

L'allotissement des travaux sera précisé ultérieurement par le maître d'œuvre titulaire du présent marché.

1.4. DEFINITION DES INTERVENANTS

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Direction de la conservation des monuments et des collections et plus particulièrement, son pôle Sud, du Centre des Monuments Nationaux.

1.4.2 Maîtrise d'œuvre

La mission qui est confiée au maître d'œuvre est une mission dite de base au sens des articles L.2431-1 et suivants et R.2431-4 et suivants du Code de la commande publique, comprenant, pour l'ensemble du projet, les éléments de mission suivants :

- Les études d'avant-projet (APS-APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance apportée pour la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- L'assistance apportée pour la passation des marchés de travaux (ACT) ;
- Le suivi de la réalisation des travaux comprenant l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le(s) entrepreneur(s) et leur visa, ainsi que la direction de l'exécution des marchés de travaux (VISA-DET en deux phases distinctes) ;
- L'assistance apportée lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Chaque élément de mission décrit ci-avant correspond à une partie technique.

1.4.3 Contrôle Technique

La mission de contrôleur technique au sens des articles L.125-1 et suivants et R.125-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est confiée à : *Désigné ultérieurement*.

Les missions confiées au contrôleur technique seront précisées ultérieurement.

La rémunération du contrôleur technique est à la charge du Maître d'ouvrage. Toutefois, la participation du contrôleur technique aux essais effectués par le(s) entrepreneur(s) n'est prévue qu'une seule fois à la charge du Maître d'ouvrage.

Tous les essais dont les résultats n'auront pas été satisfaisants seront renouvelés autant de fois que nécessaire jusqu'à obtention de résultats conformes aux exigences du CCTP.

Les honoraires supplémentaires du contrôleur technique pour ces essais supplémentaires seront à la charge de l'entrepreneur du lot de travaux concerné. Ils seront payés directement au contrôleur technique par le maître d'ouvrage et une somme équivalente sera déduite du montant du marché de l'entrepreneur responsable.

1.4.4 Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Désigné ultérieurement.

1.4.5 Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est exclue de la présente mission de maîtrise d'œuvre et sera confiée à un prestataire extérieur.

1.4.6 Sous-traitance

Lorsque le titulaire ne dispose pas de toutes les compétences nécessaires pour l'exercice de sa mission de maîtrise d'œuvre, il peut faire appel à des spécialistes en sous-traitance.

Les dispositions du code de la commande publique (articles L. 2193-1 à 14 et R. 2193-1 à 22) et de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance telle que modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001, sont applicables.

Le titulaire ne peut se défaire de la mission d'élaboration des plans et de direction des travaux dont il est chargé.

Le maître d'œuvre peut donc sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles ;
- À défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé ;
- Le titulaire de la mission de maîtrise d'œuvre est tenu de communiquer le nom du ou des sous-traitant(s) au maître d'ouvrage ;
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie de la mission de maîtrise d'œuvre dont il est chargé, le maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Les sous-traitants devront être agréés par le maître d'ouvrage

1.5. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

1.5.1 Obligations générales du titulaire

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention. En particulier, il devra respecter les délais définis à l'article 4 ci-dessous.

1.5.2 Moyens matériels

Le titulaire a libre accès au chantier, en respectant les principes de sécurité, et au bureau de chantier.

Le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage à mettre à disposition du titulaire le local nécessaire pour les réunions de chantier. Cette disposition sera prévue dans le cadre des marchés de travaux, au titre des installations de chantier.

Le représentant du pouvoir adjudicateur informe le titulaire des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

1.5.3 Obligations du titulaire relatives aux moyens mis en place

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations à exécuter aux différentes phases de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des ouvrages.

La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans le marché (annexe n°1 de l'AE). Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire suivant les exigences fixées au présent article.

Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin les missions définies à l'article 1 ci-avant, ainsi que dans le CCTP, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

1.5.4 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionnés aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages

1.6. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont listées à l'article 8 de l'Acte d'Engagement.

Le titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement des prestations faisant l'objet du présent marché et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement.

Tous les autres textes législatifs ou réglementaires ayant une relation directe ou indirecte avec l'ouvrage à réaliser, sa conception, sa réalisation, sa mise en service et son exploitation.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1. CONDITIONS GENERALES DE L'OFFRE DE PRIX

Le présent marché est conclu sur la base d'un prix global et forfaitaire.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/lo}$$

dans laquelle lo et Im sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel les prestations figurant dans l'acompte ont été réalisées.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

3.2. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations est le suivant :

Index I	Définition de l'index
ING	Indice du coût horaire de travail des activités spécialisées, scientifiques et techniques publié par l'INSEE, de base 100 en décembre 2008 (Identifiant INSEE : 001565195)

3.3. COUT D'OBJECTIF

Les prestations du titulaire devront être menées dans le respect du coût d'objectif imposé par le maître d'ouvrage.

Le coût d'objectif comprend l'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des travaux.

Ce coût d'objectif total est fixé à 854 000,00 € HT. Il pourra faire l'objet d'une révision selon les modalités précisées à l'article 3.4 ci-dessous.

3.4. MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoires.

3.4.1 Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération du titulaire, établi conformément à l'article 5 de l'Acte d'engagement, est ventilé par éléments de mission et par tranche dans la DPGF.

Ce forfait, initialement provisoire, deviendra définitif après fixation du coût prévisionnel des travaux arrêtée à l'issue des études d'avant-projet (AVP), selon les modalités précisées ci-après.

Les prix intègrent toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, qu'elles soient techniques, administratives ou logistiques, notamment :

- frais d'assurance,
- déplacements,
- secrétariat,
- reproduction et diffusion des documents,
- fournitures, matériels et logiciels indispensables.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, ces charges sont réputées incluses dans le forfait.

Le forfait couvre l'ensemble des honoraires de maîtrise d'œuvre, y compris ceux de l'économiste, des bureaux d'études et des spécialistes requis. Il est exclusif de tout autre émolument ou remboursement ; le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération supplémentaire au titre de la présente opération.

3.4.2 Forfait définitif de rémunération et respect du coût d'objectif à l'issue des études d'avant-projet (AVP)

Le coût prévisionnel est arrêté par le maître d'œuvre titulaire du présent marché à l'issue des études d'avant-projet (AVP).

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux (CPT), l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre à l'issue des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

La remise des études d'avant-projet (AVP) vaut engagement du maître d'œuvre à respecter le coût d'objectif, assorti d'un seuil de tolérance de 7%.

Au-delà de ce seuil et sauf révision du coût d'objectif par voie d'avenant, le maître d'ouvrage refusera de valider l'AVP, et demandera au titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière qui constitue un maximum et une contrainte acceptée par le titulaire.

Si un accord est trouvé, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération peuvent alors être fixés par avenant. L'absence d'accord peut donner lieu à la résiliation du contrat.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Forfait définitif = Forfait provisoire + [(CTA+CTM) x (Forfait provisoire / Partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage)]

3.4.3 Respect du coût prévisionnel des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Si le coût des prestations, tel qu'il résulte des offres des entreprises, dépasse de plus de 7% le coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage peut, sans que le forfait de rémunération soit modifié, soit décider d'accepter la réalisation des prestations au nouveau montant retenu, soit demander au titulaire la

modification du projet par adaptation de ses études. Le cas échéant, la nouvelle consultation est menée par le titulaire sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter le coût prévisionnel des travaux et ceci avant de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Le cas échéant, le titulaire a l'obligation de reprendre ses études, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises. Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette acceptation, afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

Si le coût des travaux, tel qu'il résulte des offres des entreprises, ramené aux conditions économiques du mois M0, est inférieur de plus de 10% au coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage modifie, à la baisse, le forfait de rémunération pour les phases DET et AOR sur la base de ce coût des travaux.

En cas de modification, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le coût définitif des travaux concernés par cette modification, et adapte en conséquence la rémunération du titulaire et les modalités de son engagement sur ce coût total définitif.

3.4.4 Engagement du titulaire à respecter le coût des prestations

Le titulaire s'engage à respecter le coût définitif des travaux qui résulte des marchés publics passés par le maître d'ouvrage.

Lorsque le coût total définitif de l'ensemble des marchés résultant des décomptes finaux et factures des entreprises, ramené aux conditions économiques initiales des marchés de travaux, est supérieur de plus de 5% au coût des marchés initiaux, le titulaire supporte une réduction de son forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés (VISA+DET+AOR) égale à 5% de la différence entre le coût définitif et le coût initial (à savoir le coût des travaux à l'issue de la consultation des entreprises). Cette réduction est plafonnée à 15% du montant de la rémunération du titulaire correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA+DET+AOR).

En cas de modification de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage, notamment à la suite de découvertes fortuites, le présent contrat fait l'objet d'un avenant qui arrête le programme modifié et le coût prévisionnel des prestations concernées par cette modification, et adapte en conséquence la rémunération du titulaire et les modalités de son engagement sur le coût d'objectif.

3.4.5 Modification en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article 14 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut prescrire au maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Lorsque la modification est à l'initiative du maître d'œuvre, ce dernier peut joindre à son information une évaluation environnementale si cela est rendu nécessaire par la nature des modifications envisagées.

La rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel sont adaptées en conséquence des modifications techniques à réaliser.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux, induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis par lui dans son offre.
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

Dans le cas où les parties n'arriveraient pas à s'entendre sur les conséquences financières des modifications envisagées, le recours à un expert extérieur de leur choix est possible

La modification du forfait de rémunération fera l'objet d'un avenant au marché.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai, si les réserves¹ signalées lors de la réception ou pendant la période de garantie ne sont pas toutes levées.

4.1. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOSSIERS D'ETUDES ET RAPPORT D'ANALYSE

Désignation des prestations	Délais
Réalisation des études d'avant-projet sommaire (APS)	3 mois à compter de la date de notification du marché.
Réalisation des études d'avant-projet définitif (APD)	3 mois à compter de la date de notification de la décision de validation de l'APS.
Etudes de projet (PRO)	2 mois à compter de la date de notification de la décision de validation de l'APD.
Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	1 mois à compter de la date de notification de la décision de validation du PRO.

¹ La non-remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) fera systématiquement l'objet d'une réserve.

Rapport d'analyse des offres	2 semaines à compter de la date de la transmission des plis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre
------------------------------	--

4.2. PHASE SUIVI DE REALISATION

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux sera confirmé par le titulaire à l'issue de la remise du PRO.

Le délai d'examen de la conformité des documents et plans fournis par les entreprises, et de vérification des décomptes mensuels (situations), est fixé à 5 jours calendaires à compter de leur réception.

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation des entreprises est fixé à **15 jours calendaires** à compter de leur transmission par l'entreprise ou la Maîtrise d'ouvrage.

4.3. PHASE AOR - CONSTITUTION DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation des entreprises est fixé à **15 jours calendaires** à compter de leur transmission par l'entreprise ou la Maîtrise d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais inhérents à la réception des travaux et au règlement des comptes, notamment ceux visés au chapitre 5 du CCAG-Travaux (ou du CCAP des marchés de travaux lorsqu'il y fera dérogation).

Le délai de production par le titulaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé à **3 semaines** à compter de la date de remise des dossiers par les entreprises.

4.4. PRODUCTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION POUR LA VIDEOPROTECTION

Le délai de production par le titulaire du dossier de demande d'autorisation pour la vidéoprotection est fixé à **4 semaines** à compter de la date de remise des dossiers des ouvrages exécutés par les entreprises.

Le dossier de demande d'autorisation pour la vidéoprotection devra être remis et validé par l'AUE conservateur et le responsable sûreté et sécurité du maître d'ouvrage.

4.5. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait de l'acheteur public, événement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordée par l'acheteur public.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'acheteur public les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le Titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de deux (2) jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution prévu par le marché. Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur public dispose d'un délai de deux (2) jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que ledit délai n'ait pas expiré.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DU CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Le Centre des Monuments Nationaux mettra à la disposition du titulaire du marché tous les documents techniques ou administratifs nécessaires à la réalisation des prestations dans les délais (plans, horaires du monument, accès, etc.).

Le Centre des Monuments Nationaux travaillera et veillera, en collaboration étroite avec le titulaire, à ce que la mise en œuvre des prestations respecte les impératifs techniques et calendaires de la mission.

Le Centre des Monuments Nationaux fournira notamment au titulaire, au démarrage de sa mission, les plans du monument dont il dispose.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le détail technique des prestations attendues est décrit dans le CCTP.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE RECEPTION DES DOCUMENTS

Le nombre d'exemplaires des documents à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage au terme de chacune des parties techniques définies à l'article II du CCTP est :

- 4 exemplaires en version papier signés (dont 1 reproductible) regroupant l'ensemble des pièces écrites, graphiques et photographiques aux formats PDF – A4 ou A3 ou A2 le cas échéant.
- 1 exemplaire en version numérique (au format PDF ou sur support numérique). Les plans seront fournis au format PDF.
- 1 exemplaire en version dématérialisée par tout moyen exploitable par le maître d'ouvrage (périphérique de stockage USB, plateforme d'échange...) :
 - o au format de fichier DOCX, XLS, JPEG pour les textes et les photographies ;
 - o au format de fichier DWG pour les pièces graphiques, plans, etc.

ARTICLE 8 – PENALITES

L'article 8 déroge à l'article 16 du CCAG-MOE en ce qui suit :

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, par émission d'un titre de recettes ou recouvrées sur les sommes dues au titulaire.

Les pénalités sont cumulables entres elles.

Par dérogation à l'article 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent dès le premier euro et ne font l'objet d'aucun plafonnement.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités pour retard sont comptabilisées par jour calendaire. Toute heure ou jour commencé(e) sera comptabilisé(e).

8.1. PENALITES POUR RETARD

Seuls les retards imputables au maître d'œuvre ont vocation à conduire à l'application de pénalités de retard. Ces pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle sont calculées les pénalités, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

La pénalité minimale pour chaque jour de retard est fixée à 100 € HT. Si le calcul de la pénalité donne un montant inférieur, la pénalité sera fixée à ce minimum.

Les pénalités sont libératoires.

En cas de groupement, par dérogation à l'article 16.1.2 alinéa 2 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage impute les pénalités envisagées exclusivement sur indication du mandataire.

8.2. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS

Le montant des pénalités en cas d'absence à une réunion obligatoire s'élèvera à 100 € HT par réunion.

8.3. PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DE LA PHASE ACT

En cas de mauvaise exécution lors de la phase ACT (notamment en cas d'erreur manifeste dans l'analyse des mémoires techniques ou en cas d'analyse non qualitative nécessitant une reprise par la Maîtrise d'ouvrage, de non-respect des critères de notation indiqués au règlement de consultation, etc.), une pénalité sous forme de réfaction sur le montant de la phase ACT est appliquée. Le montant de la réfaction dépendra de la gravité de la mauvaise exécution constatée.

En cas de non reprise du modèle de rapport fourni par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

8.4. PENALITES POUR RETARD LORS DE LA VERIFICATION DES DECOMPTES MENSUELS

Le délai de vérification des décomptes mensuels (situations) est fixé à 5 jours calendaires à partir de la date à laquelle celle-ci est présentée par l'entrepreneur (sur la plateforme dématérialisée EDIFLEX).

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour calendaire de retard, 250 € HT ;
- soit, le montant des intérêts moratoires que le pouvoir adjudicateur aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du titulaire.

8.5. PENALITES POUR RETARD DANS L'ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE GENERAL

Le délai d'établissement du projet de décompte général est fixé à 15 jours calendaires à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur (par quelque modalité que ce soit, compte tenu des risques d'un Décompte Général Définitif tacite).

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour calendaire de retard, 500 € HT ;
- soit le montant des intérêts moratoires que le pouvoir adjudicateur aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du titulaire.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

9.1. CONDITIONS DE REGLEMENT – ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels au prorata de l'avancement de chaque élément de mission selon la DPGF.

Le titulaire a l'obligation de présenter ses factures d'honoraires par le biais du système de gestion dématérialisée des factures : EDIFLEX² (accessible en ligne via internet), mis en place par le maître d'ouvrage et dont les dispositions sont précisées à l'annexe 2 du présent contrat.

9.2. MONTANT DE L'ACOMPTE

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 9.1 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique.

Le décompte arrêté par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues au titulaire du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler,
- les pénalités éventuelles pour retard,
- les révisions de prix,
- l'avance s'il y a lieu et dès que nécessaire, sa part de récupération,
- l'incidence de la TVA.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte, il joint le décompte modifié.

9.3. SOLDE

9.3.1 Demande de paiement finale

Conformément à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement des travaux, qui correspond à l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre transmet son projet de décompte final ; le maître d'ouvrage établit alors le décompte général conformément aux dispositions des articles 11.8.1 et 11.8.2 du même document.

9.3.2 Décompte général rendu définitif

Par référence aux articles 11.8.3 et 11.8.4 du CCAG-MOE, le décompte général devient définitif s'il est signé sans réserve ou, à défaut de réponse motivée du maître d'œuvre dans les trente jours, par acceptation tacite.

² Voir l'annexe relative au service d'échange électronique de gestion financière EDIFLEX.

Les valeurs d'index connues ultérieurement entraînent la révision des prix, qui reste possible après la clôture du décompte pour intégrer l'indice final.

Si le maître d'ouvrage tarde à notifier le décompte général, le maître d'œuvre peut lui adresser un projet. Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, ce projet ne saurait cependant devenir définitif même après que le délai mentionné dans cet article eut expiré.

Le délai de paiement des sommes ne faisant l'objet d'aucune contestation par référence au montant contractuel du marché arrêté dans le dernier avenant court à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement 30 jours lequel démarre à l'expiration du délai fixé à l'article 11.8.5 précité.

Les désaccords et contestations éventuelles sont réglés dans les conditions mentionnées à l'article 35 du CCAG-MOE.

Après résolution du désaccord, le maître d'ouvrage procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

9.3.3 Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

9.4. PRINCIPES GENERAUX DE PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent contrat en faisant porter le montant au crédit du compte indiqué au sein de l'Acte d'engagement.

Le paiement sera effectué par la voie du mandat administratif.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du Centre des monuments nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04.

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la facture.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires applicable en cas de retard de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Outre ces intérêts, le retard de règlement donne lieu au versement au créancier d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement (article D2192-35 du Code de la commande publique).

9.5. AVANCE

9.5.1. Avance versée au titulaire

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance de **20 %** du montant initial du marché peut être accordée au titulaire si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois.

Le titulaire indiquera, dans l'acte d'engagement, s'il refuse ou non le versement de cette avance.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes, révision exclue, présentées par le titulaire, atteindra ou dépassera 50 % du montant initial (T.T.C.) du marché ou de la tranche. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (T.T.C.) du marché ou de la tranche. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément à l'article R.2191-13 du Code de la commande publique, pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme une mission de maîtrise d'œuvre distincte.

9.5.2. Avance versée aux sous-traitants

En application des articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants.

Aux termes de l'article R. 2193-19 du code de la commande publique, dès lors que le sous-traitant bénéficie du droit au paiement direct et que, au titre du marché public, le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, le sous-traitant peut réclamer de l'acheteur le versement d'une avance.

Le refus du titulaire de bénéficier de l'avance n'empêche pas le sous-traitant d'en obtenir le versement. Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont identiques à celles prévues pour l'avance versée au titulaire du marché public. Le sous-traitant éligible au paiement direct bénéficie de ce droit, dès la notification du marché public ou à la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

9.6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.6.1 Créance présentée en nantissement ou en cession

Le montant principal de la créance que nous pourrions présenter en nantissement ou céder se répartit comme suit :

Titulaire ou Cotraitants	Montant TTC en €

9.6.2 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-MOE, le Titulaire est soumis à une obligation de confidentialité.

10.1. OBLIGATIONS GENERALES

Le Titulaire devra s'engager formellement à mettre en œuvre tous les moyens permettant d'aboutir au succès de ses prestations. Il aura une obligation de moyens envers le Centre des Monuments Nationaux et s'engagera à consacrer ses compétences et son expérience à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

10.2. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à traiter de manière confidentielle toute information et tout document liés à l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur la prestation et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du Centre des Monuments Nationaux. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans l'accord préalable du Centre des Monuments Nationaux est interdite. Il demeure tenu par cet engagement après l'achèvement de ses prestations.

En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

10.3. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous-traitants toutes les obligations résultant du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le Titulaire s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement.

De plus, le Titulaire s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données. Ces garanties incluent notamment :

- le chiffrement des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;
- le chiffrement des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le CMN :

- la confidentialité des données personnelles confiées ;
- des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- les règles de gestion et de notification des incidents.

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants.

Le Titulaire ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

Le Titulaire s'engage à faire remonter au CMN toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

ARTICLE 11 – VERIFICATION DES PRESTATIONS – ACHEVEMENT DE LA MISSION

11.1. NATURE DES OPERATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au maître d'ouvrage de contrôler notamment que le maître d'œuvre :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

11.2. DELAI DE VERIFICATIONS

Conformément à l'article 20.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage bénéficie d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

11.3. DECISIONS D'AJOURNEMENT, DE REFACTION OU DU REJET NOTIFIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;

- réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

11.4. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le titulaire, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions fixées au chapitre 6 du CCAG-MOE sont applicables au présent marché.

Le maître d'ouvrage peut décider, au terme de chacun des éléments de mission de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne alors lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations dans les conditions définies aux articles L.2193-3 et L.2193-4, R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique, il devra compléter un DC4 qui sera joint en annexe du présent document. Le formulaire est disponible via le lien suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

En complément et par dérogation aux 22 à 24 du CCAG-MOE concernant l'utilisation des résultats.

Le titulaire du marché cède ainsi au Centre des monuments nationaux, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle (droit de représentation, droit de reproduction et droit d'adaptation) afférents aux résultats et productions (y compris aux fichiers sources afférents) remis au Centre des monuments nationaux conformément aux articles L122-1, L122-2 et L122-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Il est bien entendu que l'ensemble de ces stipulations s'appliquent à tous les tiers auxquels le titulaire a recours (co-traitant, sous-traitant, etc.).

Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer lesdits résultats et productions au public et à tout tiers par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour et notamment par présentation ou projection publique, par tout procédé de télécommunication, et/ou de transmission de données électronique, numérique ou analogique, réseau informatique tel qu'Internet et intranet, réseaux sociaux ou similaire, web applications, banque ou base de données, consultation, location ou prêt quel que soit le support ou le procédé permettant la communication.

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement les résultats et productions par tous procédés qui permettent de les archiver et/ou de les communiquer au public et à tout tiers, sur tout support actuel ou futur, quelle qu'en soit la nature (papier, plastique, film, vidéos, disque dur,

cd, dvd, outils multimédias, outils numériques, etc.), sous forme analogique, électronique, informatique, magnétique.

Le droit d'adaptation comprend notamment le droit d'adapter, de modifier les résultats et productions et de les actualiser en fonction des besoins du CMN. Le Centre des monuments nationaux dispose du droit d'enregistrer et de traduire en toutes langues et langages les textes et autres contenus remis par le titulaire.

Le droit de fixation et de communication au public des droits voisins s'entend sur tous les supports listés au présent marché.

Le Centre des monuments nationaux ne peut exercer les droits cédés que dans le respect du droit moral.

Cette cession est consentie, à compter de la remise par le titulaire du marché des résultats et productions (y compris des fichiers sources afférents), pour la France et le monde entier, pour toute exploitation commerciale et/ou non commerciale, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par l'article L.123-1 et L.611-2 du Code de la propriété intellectuelle y compris en cas de prolongation de cette durée.

Le Centre des monuments nationaux peut, à titre exclusif et gracieux, exploiter et adapter directement ou dans le cadre de rétrocessions à tout tiers de son choix les résultats et productions (y compris fichiers sources afférents), pour les besoins liés à l'objet du présent marché et/ou de futures productions culturelles, touristiques et/ou pédagogiques à titre commercial ou non-commercial.

Le CMN peut exploiter en tout ou partie les résultats et productions (y compris sous forme d'images) dans le cadre de ses activités et/ou pour l'accomplissement de ses missions statutaires, et/ou à des fins de promotion du CMN et de ses monuments, que cette promotion soit réalisée par le CMN ou ses partenaires, sur tout support connu ou inconnu à ce jour qui inclut la possibilité de rétrocéder ces droits à tout organisme public ou privé, à vocation culturelle, éducative, touristique, scientifique, pédagogique, muséologique ou sociale. Le Centre des monuments nationaux peut, à titre exclusif et gracieux, procéder ou faire procéder aux exploitations commerciales et non-commerciales suivantes des résultats et productions en tout ou partie :

- extractions pour des consultations ultérieures ;
- mise en œuvre de la scénographie et de manière générale de toutes les études réalisées dans le cadre du présent marché pour être présentées au public ;
- fabrication ou reproduction des aménagements, mobiliers, des résultats et productions conformément aux plans et instructions résultats des études menées par le titulaire, aux fins de présentation au public mais également aux fins de mise à disposition de tout tiers par la vente, le prêt, la location, l'échange, etc. ;
- exploitations (représentation, reproduction, adaptation) de ces éléments scénographiques y compris éclairage, de mobiliers et d'agencement, sur tout support y compris ceux destinés à un usage commercial (ex : cartes postales, ouvrages, produits dérivés, applications numériques, etc.) ;
- utilisation en tout ou partie pour tout autre type de travaux ou d'études ;
- études dans le cadre de l'élaboration de parcours de visite ;
- réalisation, édition et diffusion de documents et/ou d'outils d'aide à la visite et/ou pédagogiques (plaquettes, dépliants, CD, DVD ou tous autres outils multimédias, documents promotionnels du monument et/ou de l'établissement, visites virtuelles, visites à distance), à titre non-commercial et/ou commercial ;
- panneaux de chantiers ;
- expositions permanentes et/ou temporaires (quel que soit le support : papier, photographies, multimédia, audiovisuel, vidéo, etc.) ;

- opération de communication et/ou de promotion, qu'elle soit réalisée par le Centre des monuments nationaux ou ses partenaires. Ces opérations peuvent notamment concerner la presse écrite et/ou audiovisuelle, les sites internet et/ou intranet du Centre des monuments nationaux, dossiers de presse, blog, réseaux sociaux (instagram, facebook, etc.), chaînes internet (YouTube) ;
- faire l'objet de consultation gratuite sur place par le public, ou encore de consultation à l'extérieur sous forme de prêts gratuits à des fins exclusivement documentaires, scientifiques, pédagogiques, muséologique ou d'usage strictement privé excluant pour l'emprunteur le droit de les reproduire et/ou de les dupliquer ;
- édition dans le rapport d'activité du Centre des monuments nationaux et/ou de ses tutelles et/ou de ses partenaires, ou dans toute revue scientifique ou culturelle à laquelle le Centre des monuments nationaux ou l'un de ses partenaires s'associerait ;
- dans le cadre des archives du Centre des monuments nationaux ;
- extraction d'images et/ou séquences d'images animées et/ou fixes pour la réalisation de publications papier ou numériques relatives au monument, à l'opération de restauration, au Centre des monuments nationaux et/ou à l'architecture au sens large, jusqu'à épuisement du 1er tirage. Ces publications peuvent, à la convenance du Centre des monuments nationaux, prendre la forme d'un livre, d'un livre-catalogue, d'un portfolio ou d'un coffret de reproductions photographiques ou toute autre forme. Le Centre des monuments nationaux est libre du choix et du nombre des extraits des livrables qu'il souhaite exploiter dans les publications.
- le Centre des monuments nationaux est autorisé à réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques et/ou audiovisuelles des résultats et productions, de les intégrer et de les mettre en ligne à son fonds photographique qui est exploité dans le cadre d'une photothèque dont le fonds est utilisé pour les activités du Centre des monuments nationaux et mis à disposition de tiers par la vente des clichés et/ou des droits d'exploitation y afférents aux fins des utilisations les plus larges. Dans ce cadre, le Centre des monuments nationaux s'engage à renvoyer les tiers vers le titulaire du marché pour l'obtention des autorisations nécessaires et pour le paiement des redevances de droits d'auteur correspondantes ;
- dans le cadre de la base « REGARDS » : le CMN est autorisé à intégrer et mettre en ligne dans son fonds photographique/vidéographique les résultats et productions en tout ou partie dans le cadre d'une photothèque/vidéothèque dont le fonds est utilisé pour les activités du CMN et mis à disposition de tiers par la vente des clichés/vidéo et/ou des droits d'exploitation y afférents aux fins des utilisations les plus larges. Dans ce cadre, le CMN s'engage à renvoyer les tiers vers le titulaire pour l'obtention des autorisations nécessaires et pour le paiement des redevances de droits d'auteur correspondantes ;
- intégration dans le cadre d'œuvres audiovisuelles court et/ou long format destinées ou non à la vente ;
- le Centre des monuments nationaux est autorisé à réaliser ou faire réaliser des numérisations 2D ou 3D de tout ou partie des résultats et productions ;
- autoriser tout tiers dans le cadre d'occupations temporaires du domaine public et/ou de concessions à exploiter les résultats et productions à titre commercial et/ou non commercial ;
- à déposer en tout ou partie les résultats et productions à titre de marques et ou de dessins et modèles et à les exploiter commercialement y compris dans le cadre de contrats de licences de marques.

Toutes les exploitations ci-avant mentionnées peuvent se faire sur tout type de support connu ou inconnu à ce jour et notamment Autocad, papier, numérique, photographique, audiovisuel, multimédia, internet et intranet, blog, etc.

Toutes les exploitations des résultats et productions par le Centre des monuments nationaux et/ou le titulaire du marché doivent, dans la mesure du possible, faire apparaître la mention suivante : « © Nom du titulaire - Centre des monuments nationaux ».

Le CMN pourra notamment procéder à la réutilisation, à l'adaptation et/ou à la traduction des résultats sur tous les supports ci-dessus, y compris sous la forme d'œuvres composites, collectives et/ou de collaboration.

Le CMN peut exercer personnellement ou par l'intermédiaire d'un tiers les droits patrimoniaux qui lui sont cédés par le titulaire. Le CMN est donc autorisé à rétrocéder l'ensemble des droits ci-avant mentionnés.

Il est entendu que l'ensemble des droits sont cédés par le titulaire au CMN, y compris pour les exploitations commerciales indiquées ci-dessus. Le titulaire ne percevra aucune rémunération proportionnelle pour toutes les exploitations prévues par le présent marché, notamment dans le cadre de l'exploitation des différents outils de médiation du monument.

Toute exploitation commerciale non prévue par le présent marché, fait l'objet d'une rémunération proportionnelle fixée dans une convention ad hoc.

Il est entendu que l'ensemble de la cession vaut tant pour les droits d'auteurs, que les droits voisins et le droit à l'image.

Le Centre des monuments nationaux peut rétrocéder et/ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire dans des conditions qui sont définies dans le cadre d'une convention ad hoc qui précise la durée, l'étendue et la nature des exploitations ainsi que le montant des redevances éventuelles revenant au Centre des monuments nationaux. En l'absence d'une telle convention, le titulaire s'interdit toute exploitation des films, productions multimédias et fichiers sources afférents que ce soit à titre non commercial ou commercial.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

16.1. ASSURANCES REQUISES

Le titulaire du marché et le cas échéant, son/ses sous-traitant(s) agréé(s) par le pouvoir adjudicateur, doivent justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution puis en cours d'exécution, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il(s) encourent sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code civil (loi n° 78-12 du 4 janvier 1978) vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des marchés conclus sur la base du présent marché. Cette assurance est notamment conforme aux stipulations des articles L.241 et L.243-8 du Code des assurances.

Tous les intervenants dans l'exécution des prestations, tels ses correspondants à l'étranger, demeurent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché agréé par le pouvoir adjudicateur doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle et garantie décennale en cours de validité qu'il s'engage à communiquer au CMN dans les 15 jours qui suivent la notification du marché. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait au pouvoir adjudicateur et aux tiers, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses agents.

Les attestations doivent être remises dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché aux titulaires et à tout moment lors de l'exécution des marchés conformément à l'article 9 du CCAG-MOE.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire ou faire souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

Si le titulaire ne produit pas les attestations d'assurance, le marché pourra être résilié conformément à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

16.2. DISPOSITIONS PRATIQUES

➤ Attestations

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise ainsi que les cotraitants, sous-traitants et fabricants doivent justifier au moyen d'une attestation originale de l'assureur qu'ils sont bien titulaires des garanties énoncées ci-dessus à l'article 15.1.

➤ E-attestations

La preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être apportée tous les six (6) mois par le titulaire par l'envoi (électronique) :

- d'une attestation de fourniture de déclarations sociales de moins de 6 mois ;
- d'un extrait Kbis de moins de 3 mois ou carte d'identification du RM.

Dans le cadre des obligations légales, le Centre des monuments nationaux a souscrit depuis janvier 2016, à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation : elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

➤ Mandataire en cas de groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, le mandataire commun devra produire une attestation le couvrant pour la responsabilité qui lui incombe du fait de sa mission particulière de mandataire commun.

➤ Modifications aux contrats d'assurances

Le titulaire devra signaler au maître d'ouvrage toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

Le titulaire s'engage, de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

➤ Garanties insuffisantes ou absence de garanties

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou pour celui de ses co-traitants et sous-traitants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le titulaire.

➤ Prise d'effet des garanties

L'ensemble des garanties doit prendre effet dès la signature du marché.

À tout moment, sur simple demande du maître d'ouvrage et/ou en tout cas, spontanément, à chaque échéance annuelle, le titulaire devra lui justifier ses assurances et le paiement de ses primes, ainsi que celles de ses cotraitants et sous-traitants.

Aucun paiement de situation ne sera effectué par le maître d'ouvrage en l'absence de production des différentes polices souscrites.

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées à l'article 15.1. constituent un préalable à la passation des marchés.

En conséquence, le maître d'ouvrage a la possibilité, en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations et hormis la souscription par lui d'une assurance complémentaire à la charge du titulaire, de résilier le marché aux torts de ce dernier.

ARTICLE 16 – LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 17 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse en cours de marché, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou parties des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

ARTICLE 18 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE – LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

18.1. QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

18.2. DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif est annexée au règlement de la consultation.

18.3. COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

ARTICLE 19 - MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

19.1. REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

19.2. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DEFAILLANCE DU MANDATAIRE

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-MOE

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

19.3. MODIFICATION DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT

En application de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- soit un sous-traitant ;
- soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet. Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 22 *supra*.

ARTICLE 20 – DEMARCHES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire met en œuvre les actions suivantes en fonction de leur pertinence par rapport au programme :

- Favoriser le réemploi, la réutilisation, le reconditionnement des matériaux, l'intégration de matières recyclées et le recyclage ;
- Utiliser des matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés ;
- Recourir à la filière courte ;
- Réduire les impacts sur la biodiversité ;
- Élaborer une stratégie d'efficacité énergétique ;
- Utiliser l'amélioration passive du confort d'été ;
- Assurer la gestion et la traçabilité des déchets au cours de l'opération ;
- Prise en compte des objectifs de développement durable dans la conception et l'élaboration des ouvrages et leur coût de maintenance.

Le titulaire s'engage à :

Au stade du DCE :

- Élaborer des critères de sélection et d'attribution respectueux de cette démarche environnementale tout en préservant les exigences patrimoniales, techniques et financières, livraison de matériaux dans des conteneurs réutilisables, etc.), et s'assurer que chaque entreprise de travaux détaillera les moyens techniques qu'elle propose afin de réduire la production de déchets ;
- Favoriser le réemploi des matériaux issus de la démolition directement sur le chantier ; les actions entreprises seront reportées dans le bilan de fin de chantier ;
- Imposer dans la rédaction des contrats dont ils ont la charge directement ou indirectement, la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :
 - Prise en compte de la diminution des rejets de CO₂ ;
 - Recyclage des consommables ;
 - Formation des salariés aux exigences environnementales ;
 - Respect de la biodiversité présente dans le monument historique, notamment pour les espèces protégées (liste UICN) ;
 - Respect de la convention CITES de 1973 et de ses annexes I,II,III, en particulier sur l'origine des bois d'œuvre.

S'agissant de la gestion des déchets, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et

notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Au stade de l'exécution des travaux :

- S'assurer, conformément à l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement, de la bonne exécution des opérations, par le producteur de déchets, de la caractérisation des déchets, et de la prise de toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transports ;
- Sensibiliser l'ensemble de son personnel et des personnels des entreprises de travaux présentes sur le chantier, avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux bonnes pratiques de gestion des déchets et de respect de l'environnement ;
- S'assurer du maintien d'un chantier propre après l'exécution des travaux.

Au stade de l'assistance aux opérations de réception :

- Vérifier le respect des interdictions réglementaires, au rang desquelles figurent notamment l'interdiction de brûler des déchets issus directement ou indirectement du chantier, l'interdiction d'abandonner ou d'enfouir des déchets sur ou en dehors du chantier et l'interdiction de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

ARTICLE 21– LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS APPORTEES AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-MOE, il n'est pas prévu de liste récapitulative des articles du CCAG-MOE auxquels le présent CCAP déroge.

ANNEXE N°1 AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ANNEXE EDIFLEX

La présente annexe au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre par la société **EPICTURE** en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations de travaux des entreprises titulaires d'un marché.

1 – OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- de gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- d'éviter les litiges ou retards :
 - o en sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - o en standardisant la présentation des documents,
 - o en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- de réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

2 – OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

2.1. Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés,
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct),
- Il valide les DPGF et/ou BPU des entreprises, vérifiés par la Maîtrise d'œuvre ainsi que les situations de travaux (validation valant "attestation de service fait"), après contrôle du Maître d'œuvre.

2.2. Le Maître d'œuvre

- Il vise pour accord les DPGF, les BPU et, chaque mois, les situations de travaux des entreprises, pour les lots dont il a la charge.

2.3. L'Entreprise

- Elle consulte les conditions financières de son marché puis enregistre sur écran la DPGF ou le BPU correspondant à son corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour le marché initial et les éventuels travaux modificatifs,

- Elle présente ses situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants,
- Si nécessaire, elle signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.

2.4. Dates de saisies des données

- Saisie du marché de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification du marché,
- Mise au point des DPGF/BPU de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF/BPU dans les 25 jours suivant la notification du marché,
- Situations de travaux :
 - o L'entreprise les présente sur EDIFLEX,
 - o La Maîtrise d'Œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8,
 - o Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

2.5. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Chaque intervenant veillera à mettre à jour son adresse « mail » sur sa « fiche abonné » afin de recevoir les messages d'alerte émis par le serveur EDIFLEX.

Les situations de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement, telle est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (DGD)), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés dans leur comptabilité selon les exigences légales.

2.6. Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation. Toutefois, en cas d'impossibilité d'assister à la formation, le code d'accès pourra être obtenu en contactant la hotline au 01 44 41 02 24.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

Dès que l'entreprise aura envoyé son projet de décompte final sur le service EDIFLEX et que celui-ci aura été accepté par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Dès que le Maître d'œuvre aura vérifié le dernier projet de décompte final de la dernière entreprise sur le service EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Pour le Maître d'ouvrage, l'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsqu'il aura validé et édité les DGD (Décomptes généraux définitifs) et qu'il aura récupéré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage au prestataire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

2.7. Rôle de la société EPICTURE

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00).

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société **EPICTURE** sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société **EPICTURE** s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

3 – TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et messagerie électronique.

4 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

4.1. Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

4.2. Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

4.3. Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

4.4. Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

4.5. Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article L.110-3 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service **EDIFLEX** de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société **EPICTURE** ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

5 – FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'Ouvrage. L'abonnement au service comprend :

- l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- la participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention),
- la mise à disposition des manuels-utilisateurs, code d'accès et mot de passe,
- l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier,
- le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service : terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet) et frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

6 – ARTICLES DU CCAG – TRAVAUX AUXQUELS DEROGES LA PRESENTE ANNEXE AU CCAP

Article 3 : Obligations générales des parties

Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi. Ces dates valent *accusé de réception* pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

Article 11 : Modalités de règlement des comptes

Les décomptes sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées, ... tel que mentionné dans cet article 11 du CCAG.